

Données sur la mentalité de guerre en Europe : pourquoi les Suisses rejettent la neutralité stricte

L'Europe s'enfonce de plus en plus dans une mentalité de guerre russophobe. La Suisse (entre tous les pays) vient d'en apporter la dernière preuve, en rejetant la stricte neutralité lors d'une votation populaire. Et cela concerne bien plus que les seuls Suisses. Le résultat est fonction de l'environnement de propagande actuel dans toute l'Europe et de l'anxiété générale à l'égard de la Russie. Dans cette analyse, Pascal examine le rejet par la Suisse de l'initiative sur la neutralité et ce qu'il pourrait révéler de l'humeur politique de l'Europe. S'appuyant sur son expérience de campagne en faveur de cette proposition, il aborde les sanctions, le cadrage médiatique, la démocratie directe et les limites du changement électoral. Il soutient que l'opposition aux politiques actuelles envers la Russie demeure plus faible que ne le supposent de nombreux observateurs, tout en reconnaissant l'incertitude liée à l'extrapolation des résultats suisses. Le commentaire examine également la participation électorale, la polarisation politique, les Nations unies et les dangers d'une confrontation qui s'intensifie à travers le continent. Liens de Pascal : Résultats de la votation suisse (OFS) : <https://votations.admin.ch/details/2026-09-27> Initiative sur la neutralité (Conseil fédéral) : <https://www.admin.ch/en/neutralty-initiative> Reportage de la SRF évoqué : <https://www.srf.ch/news/schweiz/nein-zu-neutralitaetsinitiative-svp-zeigt-sich-kaempferisch-sp-will-klare-kante-zeigen> Déclaration du PS sur l'initiative : <https://www.sp-ps.ch/artikel/die-neutralitaetsinitiative-ist-eine-propotin-initiative/> Journée de l'ONU contre les mesures coercitives unilatérales : <https://www.un.org/en/observances/day-against-unilateral-coercive-measures> Système de vote du Conseil de sécurité de l'ONU : <https://main.un.org/securitycouncil/en/content/voting-system> Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : <https://pascallottaz.substack.com> Soutenir Neutrality Studies : <https://neutr>

#Pascal Lottaz

La Suisse vient de rejeter une initiative sur la neutralité. Et elle l'a rejetée à une très large majorité : plus de soixante-dix pour cent, exactement soixante-dix virgule quinze pour cent. Les personnes qui ont pris la peine d'aller voter ont dit non à une initiative que, personnellement, je soutenais fortement depuis environ quatre ans. La Suisse n'a certes pas un poids énorme dans la politique internationale, et je ne veux pas trop vous ennuyer avec les affaires politiques internes des Suisses. Mais je voudrais avancer l'idée que la manière dont ce référendum s'est déroulé, la question qu'il posait, ainsi que son lien avec la guerre en Ukraine et avec les relations entre la Suisse et la Russie, en font un cas utile pour comprendre et évaluer où en est réellement l'attitude générale des Européens vis-à-vis de la guerre et de la paix avec la Russie.

Alors, permettez-moi d'exposer d'emblée l'argument principal. Dans notre monde, dans notre bulle en ligne, sur YouTube, de, disons, personnes qui s'opposent à cette dynamique européenne et atlantiste de russophobie, qui s'opposent à l'ordre mondial multipolaire et au bellicisme des Américains, un certain discours est en train d'émerger. Il est lié à quelques résultats électoraux dans d'autres États européens, surtout en Allemagne. En Saxe, mais aussi dans d'autres Länder et, plus récemment encore, à Berlin, nous avons vu la montée de partis très sceptiques à l'égard de la guerre en Ukraine. Des partis qui ont publiquement évoqué la nécessité d'un type d'accord de paix et d'un dispositif de sécurité avec les Russes.

Aujourd'hui, parce que ces partis — surtout en Saxe, l'AfD, parce que ce parti de droite a obtenu un score si élevé, avec plus de quarante pour cent —, il y a cette idée générale selon laquelle la tendance pourrait être en train de s'inverser. Et que la population européenne, dans son ensemble, n'adhère plus à ce projet des élites. Ce que je pense être le cas. La guerre en Ukraine est un projet des élites. C'est principalement un projet des États-Unis et de la CIA, destiné à combattre la Russie, à l'épuiser, et, dans l'idéal, à la fragmenter en petits morceaux. Et les Européens, les Européens vassalisés, ont été enrôlés dans ce projet. Mais ils y ont été enrôlés par l'intermédiaire des élites européennes, n'est-ce pas ?

À travers M. Friedrich Merz, ancien dirigeant d'entreprise et ancien haut responsable de BlackRock, et les autres Européens, y compris Boris Johnson, les Starmer d'Europe, Meloni — enfin, Meloni peut-être un peu moins, mais elle est quand même à bord désormais — Macron, qui est clairement une figure de l'élite, ancien banquier d'affaires... Tous ces gens, très loyaux envers le projet euro-atlantique, sont essentiellement la raison pour laquelle cette guerre ne touche pas à sa fin. Et maintenant, la population générale commence à comprendre à quel point cette guerre est extrêmement destructrice, et elle commence à exprimer son opposition. Je pense que, globalement, ce récit n'est pas faux.

Je pense que le nombre de personnes qui commencent à voir clair dans la mascarade qu'est cette guerre par procuration en Ukraine augmente. Mais il augmente très lentement. Et il n'est probablement pas encore au niveau auquel on pourrait s'attendre. Il y a donc, surtout en Allemagne, d'autres raisons qui poussent les gens à voter pour l'AfD. D'ailleurs, mon amie et collègue Ulrike Guérot vient de réaliser une très belle vidéo à ce sujet sur sa chaîne en langue allemande. Je vais essayer de vous la partager d'une manière ou d'une autre, sous forme écrite, également en anglais, si cela vous intéresse. Mais l'idée essentielle, c'est que la guerre en Ukraine n'est pas le seul sujet qui explique le succès de partis, disons, conservateurs de droite, opposés à la guerre et, en fait, favorables à la protection sociale dans leur propre pays.

Et ce que j'affirme aujourd'hui, c'est que le référendum suisse nous donne en fait un très bon indicateur pour évaluer ce que pense réellement l'opinion publique en Europe de la guerre en Ukraine. Car les opposants au référendum ont très habilement réussi à le lier étroitement à cette guerre. Ainsi, au lieu de discuter des avantages et des inconvénients d'une interprétation stricte de la neutralité suisse, ce que nous avons fait en Suisse ces deux mois et demi, ou ces trois derniers

mois, a en réalité consisté à débattre de la question de savoir si la Suisse devait ou non imposer des sanctions à la Russie. Parce que c'était l'une des dispositions importantes proposées par ce référendum. C'était inscrit dans le texte du référendum.

Et alors que, pour moi, ce n'était que l'un des nombreux aspects — pas un aspect sans importance, mais seulement l'un d'entre eux —, le camp du non, qui s'y opposait, a réussi à reformuler toute la question autour de cela. À tel point que mon propre parti politique, dont je suis membre cotisant — je suis membre cotisant des sociaux-démocrates suisses —, a décidé de rejeter catégoriquement ce référendum et d'affirmer catégoriquement qu'il ne s'agissait pas d'un référendum sur la neutralité, mais d'un référendum pro-Poutine. Ils ont complètement redéfini toute l'affaire, et ils y sont parvenus, pour faire valoir que les personnes favorables à cette initiative ne sont, en réalité, que des admirateurs de Poutine qui veulent faire des affaires louches avec les Russes.

Et ce serait une grave erreur. La Suisse devrait toujours être du côté du droit international. Or, le droit international exige que l'on impose des sanctions à ceux qui le violent, n'est-ce pas, aux États hors-la-loi. C'est une obligation au regard du droit international. Leur argument était donc que ce référendum sur la neutralité visait en réalité à soutenir Vladimir Poutine. Je ne suis absolument, totalement, catégoriquement pas d'accord. C'est scandaleux. C'est un argument complètement stupide, mais il a fonctionné. Cela nous permet maintenant d'examiner comment le débat s'est déroulé en Suisse. Et mon idée, bien sûr, c'est que, même si ce n'est sans doute pas parfait pour l'appliquer à d'autres sociétés, cela reflète tout de même une répartition plus générale des opinions européennes sur cette guerre par procuration.

Bref, le résultat, c'est que seuls vingt-neuf virgule huit pour cent des Suisses qui ont pris la peine d'aller voter — soit moins de cinquante pour cent des électeurs, mais seulement trente pour cent au total — ont réellement dit : oui, nous voulons cette définition plus stricte de la neutralité. Elle imposerait à la Suisse non seulement de restreindre ses exportations d'armes et de respecter les lois de la neutralité telles qu'elles sont définies par les conventions de La Haye, mais aussi d'inclure la sphère économique. La Suisse ne devrait sanctionner personne, par principe. Sauf s'il y avait un mandat du Conseil de sécurité des Nations unies, ou des mesures destinées à empêcher le contournement des sanctions imposées par d'autres États.

Alors, pendant la campagne, j'ai toujours soutenu que cela ne changerait pas radicalement les choses. Parce que la Suisse, même avec cette nouvelle partie du texte... enfin, si elle avait été acceptée, ce texte soumis au référendum serait devenu partie intégrante de la Constitution suisse. C'est comme ça que fonctionnent les référendums en Suisse. Ils portent toujours sur des révisions constitutionnelles ou des modifications de la Constitution. Donc ce texte serait devenu partie intégrante de la Constitution suisse. Et, pendant la campagne, j'ai toujours soutenu que cela n'aurait pas entraîné de changements majeurs. Car presque toutes les mesures que la Suisse prenait à ce moment-là, toutes les sanctions qu'elle imposait à la Russie, elle aurait pu continuer à les appliquer

en faisant valoir qu'elle ne faisait que poursuivre ce qui était déjà en place. Qu'elle veillait simplement à ce que les sanctions de l'Union européenne ne soient pas contournées par l'intermédiaire de la Suisse.

Mais ce niveau d'argumentation était déjà bien trop poussé pour le paysage médiatique suisse, qui, franchement, est très, très propagandiste en ce moment. Je veux dire, c'est la même chose que ce qu'on observe, enfin, aux États-Unis, et plus encore en Europe, en Allemagne, en France. La manière dont les grands journaux et les grandes maisons d'édition s'alignent tous très, très fortement sur ce qui vient du centre impérial, du New York Times et du Washington Post, et vont même au-delà en soutenant les politiques pro-guerre de l'Alliance atlantique. C'est la même chose en Suisse. Nos grands journaux germanophones et francophones, de la Neue Zürcher Zeitung au Temps, la plupart s'alignent sur l'idée générale selon laquelle l'Europe doit aider l'Ukraine à gagner une guerre juste, n'est-ce pas ?

Et cette idée de guerre juste et durable... enfin, de paix juste et durable, bien sûr, pardon. Il faudrait parvenir à une paix juste, à une paix durable, à une paix pérenne, et à une paix qui impose de rendre des comptes, n'est-ce pas ? En réalité, cela veut dire que l'Ukraine doit vaincre la Russie. Tous les territoires doivent revenir à l'Ukraine, y compris la Crimée, et Vladimir Poutine doit comparaître devant un tribunal pour crimes de guerre, à La Haye. Enfin, ne nous racontons pas d'histoires. C'est cela, le cœur de la demande. Et c'est particulièrement l'objectif des Allemands, des Français et des Britanniques. Même si, aujourd'hui, alors que nous sommes à la fin du mois de septembre deux mille vingt-six, la guerre ne se déroule évidemment pas bien. À l'heure actuelle, les Européens et les Américains visent un cessez-le-feu. Et l'on comprend très bien que ce cessez-le-feu ne servirait qu'à gagner du temps, une fois de plus, pour réarmer l'Europe.

L'Ukraine, les Russes le comprennent clairement, clairement en ces termes. Les Russes l'ont dit eux-mêmes : selon eux, ils ont été trompés avec Minsk un et Minsk deux, afin de laisser suffisamment de temps à l'Ukraine pour s'armer. Et ils ne veulent pas que cela se reproduise. Les Russes sont prêts à négocier avec l'Ukraine et avec l'Occident en général, mais pas à condition d'un cessez-le-feu. Voilà donc où nous en sommes actuellement. Et dans ce contexte, vous savez, ce référendum suisse s'est constitué et a vu le jour vers la fin de deux mille vingt-deux. Vers novembre, il était clair qu'un groupe s'était formé. Je ne faisais pas directement partie de ce groupe. J'étais seulement en contact avec deux ou trois personnes qui en faisaient partie.

Ce groupe a ensuite proposé ce référendum et rédigé cette proposition de modification constitutionnelle. Il a fallu un certain temps pour recueillir suffisamment de signatures, mais l'initiative a abouti avec succès, et avec un nombre assez élevé de signatures. Pas seulement, vous savez... Pour qu'une initiative devienne un référendum obligatoire — pardon, pour qu'une initiative devienne un référendum obligatoire — il faut recueillir cent mille signatures en dix-huit mois. Et le comité chargé de cette tâche a en réalité réussi à en recueillir cent trente mille. Et, vous savez, je parle ici de signatures physiques, sur des feuilles de papier. Il ne suffit donc pas d'envoyer des courriels en masse.

Il faut aller dans la rue, parler aux gens et les convaincre de signer un registre pour dire qu'ils soutiennent vraiment cette initiative. Cent trente mille personnes l'ont effectivement soutenue, ce qui était vraiment bien à l'époque, en deux mille vingt-trois et au début de deux mille vingt-quatre. Ensuite, il a fallu attendre deux ans pour arriver à l'étape du vote proprement dite, ce qui n'a rien d'exceptionnel. En Suisse, tout prend beaucoup de temps, parce que la proposition, l'initiative, a ensuite été remise au gouvernement, puis aux deux chambres du Parlement. Elles se l'ont renvoyée et en ont discuté assez longtemps, jusqu'à ce qu'elles prennent toutes position. Toutes les trois, le gouvernement et les deux chambres du Parlement, ont décidé de ne pas soutenir cette initiative et d'en recommander le rejet.

Et puis finalement, hier, dimanche vingt-sept septembre, il y a eu ce vote. Et là encore, disons que le débat public sur le sujet a donné lieu à des discussions dans les médias depuis, je dirais, les deux ou trois dernières années. Dès le départ, les médias généralistes ont présenté cela comme une initiative lancée par notre parti de droite, notre parti conservateur. C'est aussi, soit dit en passant, le plus grand parti au Parlement. Il bénéficie du soutien d'environ trente pour cent de l'électorat. Depuis une vingtaine d'années, à chaque élection, tous les quatre ans, il obtient environ trente pour cent des voix. Parfois un peu moins, parfois un peu plus.

Et cela en fait le plus grand parti, parce que la Suisse a un système multipartite. Le deuxième parti le plus important est généralement mon parti, les sociaux-démocrates, avec environ vingt à vingt-cinq pour cent des voix, dans cette fourchette-là. Puis viennent les autres. Et c'est l'ensemble qui compose le Parlement. Ce qui est intéressant, c'est que le référendum a été présenté, dès le début, comme relevant uniquement de ce parti. Pourtant, le comité qui l'a proposé était indépendant. Il comptait aussi des personnes qui se définissent comme centristes, voire comme des penseurs de gauche.

Et ce qui est intéressant aussi, c'est que, ces deux dernières années, de mon côté, à gauche, j'ai fait campagne de manière assez soutenue en tant que soutien officiel de cette initiative à gauche, puisque je suis membre cotisant du Parti social-démocrate. Je m'en sers pour montrer qu'il existe aussi de bons arguments à gauche, du côté, disons... je ne veux pas appeler ça le camp progressiste, mais à gauche, vous savez, du côté socialiste, pour soutenir cette initiative. Et au cours de ces deux dernières années, nous avons effectivement réussi à rallier un certain nombre de voix à gauche de l'échiquier politique, qui se sont prononcées en faveur de l'initiative.

Plus important encore, en réalité, notre Parti communiste suisse l'a soutenue. Le Parti des travailleurs de Bâle et le Parti des travailleurs de Berne, qui sont eux aussi, en gros, des partis communistes — ou qui l'étaient — s'en sont séparés, puis ont créé leurs partis de travailleurs. Ce ne sont pas de grands partis, mais ce sont des forces politiques locales. Et tous ont apporté leur soutien à l'Initiative pour la neutralité, parce qu'ils ont compris ce qu'était réellement cette initiative : une tentative de contenir les ambitions atlantistes et impériales du gouvernement suisse actuel, ainsi que de l'élite politique suisse, de la classe politique suisse. Mais je dois dire que cela montre aussi,

surtout au vu du résultat actuel, que soixante-dix pour cent de la population suisse soutient en fait l'orientation actuelle de la politique étrangère suisse.

Et c'est ce qui rend ce référendum vraiment intéressant. Et je pense qu'il est intéressant aussi au-delà de la Suisse. Parce qu'on a là un exemple concret d'une question géopolitique posée directement à une population. Et ce n'est pas simplement un sondage d'opinion. C'est très important, n'est-ce pas ? Ce référendum n'est pas seulement représentatif, il est juridiquement contraignant. Il a donné à chaque personne possédant un passeport suisse, où qu'elle se trouve dans le monde, la possibilité de participer et d'exprimer son avis par oui ou par non. Alors, vous savez, ce qui me frustre dans la politique européenne, et aussi dans la politique nord-américaine, c'est que là-bas, la démocratie est comprise comme une démocratie parlementaire. C'est : pour qui votez-vous ?

Et toute la conception de ce qu'est la démocratie, c'est que, tous les quatre ans, vous mettez dans une urne un bulletin avec quelques noms dessus. Et puis, c'est tout. Les personnes pour lesquelles vous votez, les noms que vous élevez, ce sont ensuite elles qui prennent les décisions en votre nom. Bien sûr, en théorie, l'idée, c'est que ces personnes vous rendent des comptes et qu'elles tiennent, dans les grandes lignes, leurs promesses de campagne. Parce que, si elles ne le font pas, elles seront de nouveau battues aux élections quatre ans plus tard. Voilà la théorie. En pratique, ce que nous voyons, surtout dans des démocraties comme les États-Unis, mais aussi, de plus en plus — et en réalité depuis longtemps — dans des pays comme l'Allemagne, la France ou encore la Grande-Bretagne, c'est que le choix proposé aux citoyens se résume à différentes versions d'un même type de politiques.

Avant, c'était différent. Mais aujourd'hui, surtout en matière de politique étrangère, tous les grands partis en Europe, ainsi qu'aux États-Unis, sont en réalité d'accord sur les questions essentielles. Donc, peu importe pour qui vous votez, vous obtenez le même résultat. On l'a vu aussi avec Donald Trump. Même lorsqu'un nombre considérable de personnes s'oppose à certaines orientations de politique étrangère, comme la guerre par procuration contre la Russie, Donald Trump a dit toutes les bonnes choses, n'est-ce pas, pendant sa campagne présidentielle. Mais une fois au pouvoir, il est évidemment libre de faire ce qui lui plaît, et d'appliquer les politiques qu'il veut.

Et nous avons vu comment il a fait volte-face. Il disait que les États-Unis seraient une force de paix, qu'il ferait la paix avec l'Ukraine. Et, dans son discours d'investiture, il a déclaré explicitement — et je ne l'oublierai jamais — que cette administration resterait dans les mémoires, non seulement pour les guerres auxquelles elle aurait mis fin, mais aussi pour celles qu'elle n'aurait jamais commencées. C'était une très belle chose à dire. Et puis, bien sûr, c'est ce même président qui finit par attaquer l'Iran, sans véritable bonne raison, si ce n'est les ambitions hégémoniques des États-Unis et d'Israël. C'est le président qui a envahi le Venezuela et enlevé le président vénézuélien. C'est le président qui fait du bellicisme à tout-va. Mais ce n'est là qu'un autre exemple de la manière dont le système, le système politique américain, d'un côté, réduit considérablement l'éventail des choix possibles.

Et même celles qui existent ne le sont pas vraiment. Rien ne les obligera à tenir les promesses qu'elles ont faites. Et cela se produit encore et encore, dans d'autres États européens aussi. Il suffit de voir ce qui s'est passé récemment au Royaume-Uni : Keir Starmer, qui dirigeait le Parti travailliste, a été remplacé par Monsieur Burnham, désormais à la tête des conservateurs. Mais, en réalité, la politique étrangère et la politique pro-guerre envers la Russie restent les mêmes. On change donc la direction du parti, la tête de ces gouvernements, mais on ne voit aucun changement de politique. En Allemagne, Olaf Scholz, un social-démocrate, a été remplacé par Friedrich Merz, de la CDU. Mais leurs politiques sur l'Ukraine sont, je veux dire, impossibles à distinguer l'une de l'autre.

Il n'y a eu aucun changement dans la volonté d'essayer d'engager une démarche diplomatique avec les Russes, ni même simplement de désamorcer la situation. Non, la spirale de l'escalade a continué, encore et encore. Et ce genre de changement de parti politique, de changement de visages politiques, de visages de responsables politiques, tout en maintenant la même ligne politique... ce que les sciences sociales appellent la dépendance au sentier, c'est une réalité. Et c'est particulièrement vrai, et en quelque sorte profondément ancré dans le système, dans les démocraties parlementaires. On le voit très, très souvent. Il est rare qu'un parti soit réellement battu dans les urnes, qu'un nouveau arrive, et que ce nouveau parti soit ensuite capable de modifier radicalement la trajectoire politique. Bien sûr, on observe certains changements.

Je veux dire, regardez la Hongrie, et comment le succès de Viktor Orbán est en train de démanteler, en gros, toute l'opposition. Je parle du parti de Viktor Orbán en Hongrie. Cela dit, quand il s'agit du pétrole et des relations avec la Russie, oui, ils sont désormais davantage alignés sur la ligne pro-guerre. Mais pour le pétrole, ils ont encore besoin de certains liens énergétiques avec la Russie. Donc, un changement radical et complet, on n'en voit pas souvent. Ce qu'on observe, c'est un changement progressif. Un système de démocratie directe permet en réalité des changements relativement drastiques, à travers ce genre de questions. Il ne s'agit pas de demander : « Qui voulez-vous ? Quelle personne doit être au pouvoir ? » Il s'agit de demander : « Quelle politique voulez-vous ? » Voilà une politique concrète qui vous est proposée.

Voulez-vous cette politique, oui ou non ? Et, en ce sens, le référendum suisse nous donne une meilleure manière d'évaluer cette question de la politique étrangère d'un État européen envers la Russie. Car c'est ainsi que les médias de masse et les forces d'opposition l'ont tous présenté. Et nous, dans le camp du oui, qui voulions ce référendum et qui le soutenions, nous avons en quelque sorte perdu du terrain. Nous n'avons pas réussi à orienter le débat vers les sujets que nous jugions importants, notamment vers la question de l'illégalité des sanctions. C'est l'un des arguments que nous avons beaucoup avancés : les Nations unies elles-mêmes ont une journée officielle contre ce qu'on appelle les mesures coercitives unilatérales, autrement dit les sanctions.

Les Nations unies elles-mêmes disent que les sanctions ne doivent être utilisées ou appliquées qu'avec l'accord des Nations unies et du Conseil de sécurité. C'est le seul organe au monde qui puisse imposer à d'autres États des résolutions internationales contraignantes, en vertu de la Charte des Nations unies, n'est-ce pas ? La Charte de l'ONU, que tout membre de l'ONU, ou tout État souhaitant

le devenir, doit signer, prévoit que les États ne se font pas la guerre entre eux. Ils n'emploient pas la force, ni ne menacent de l'employer. Les deux sont interdits : pas seulement l'usage de la force, mais aussi la menace d'y recourir. La Charte dit que nous ne faisons plus cela. Et si quelqu'un le fait malgré tout, alors le Conseil de sécurité est l'organe compétent pour imposer des mesures coercitives, donc des sanctions, voire même une intervention militaire.

Ce sont les pouvoirs du Conseil de sécurité. L'Assemblée générale n'a pas ce pouvoir. Elle peut aussi adopter des résolutions, mais elles ne sont pas contraignantes. Ce sont des recommandations. Bien sûr, nous savons tous que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité disposent d'un droit de veto. Ainsi, les États-Unis, la Russie, la Chine, la France ou le Royaume-Uni peuvent, à eux seuls, faire échouer un vote. Même si tous les autres membres sont d'accord — et le Conseil de sécurité compte aussi des membres non permanents, soit quinze membres au total — si un seul membre permanent n'est pas d'accord, alors il n'y aura pas de résolution.

Et c'est cela, le droit de veto. Or, en Suisse, cela a donné lieu à un argument très répandu : la manière dont le système est conçu favoriserait tout simplement la Russie. Et, bien sûr, la Russie empêcherait toute forme de sanctions contre elle-même, ce qu'elle a fait. C'est vrai. Par conséquent, il est très important que les États attachés à la paix et au droit international puissent, de leur propre initiative, sanctionner les auteurs de guerre et ceux qui violent le droit. La Suisse doit donc aussi avoir la liberté de le faire et de rejoindre la communauté internationale pour imposer des sanctions à la Russie. Bien sûr, cet argument est très, très contestable. Car, premièrement, il assimile en gros la communauté internationale à l'Europe et à l'Amérique du Nord.

Cinquante États, des États blancs de type européen, avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, probablement, puis quelques autres, très, très rares, qui ont effectivement imposé des sanctions et décidé de suivre le diktat de Washington. On confond ce groupe avec le monde entier. C'est ce que les Européens font classiquement en permanence, puisqu'ils ne regardent qu'eux-mêmes et croient qu'eux-mêmes, et leur ensemble collectif, représentent le monde. Après tout, pendant cinq cents ans, ils ont pratiquement occupé le reste du monde. Et même après mille neuf cent quarante-cinq, quand un grand nombre d'États ont obtenu leur indépendance, les Européens sont passés maîtres dans l'art d'ignorer tout ce qui vient de ces pays, parce qu'à leurs yeux, ils ne comptent pas. Et pour la Suisse, c'est la même chose. Les Suisses participent pleinement à ce type de mentalité européenne.

Bien sûr, la Suisse ne fait pas partie de l'Union européenne. Mais elle fait pleinement partie du continent européen, et du système dans lequel fonctionne ce continent. Cela inclut le système économique, la libre circulation, et tous les débats politiques qui ont lieu dans les autres États. Ces débats ont aussi lieu, bien sûr, en Suisse. Nous sommes très influencés, très dépendants de ce que font les pays européens qui nous entourent, et des débats qui s'y déroulent. Historiquement, ils se retrouvent toujours, d'une manière ou d'une autre, en Suisse aussi. Et cette fois encore, le récit

dominant, dans les grands journaux, était que la stricte neutralité de la Suisse profiterait à Vladimir Poutine. Et franchement, la personnalisation de cette question était stupéfiante. Les personnes opposées à l'initiative, au référendum, se sont focalisées exclusivement sur Vladimir Poutine.

En réalité, il n'y avait que deux noms qui revenaient sans cesse, encore et encore : Vladimir Poutine, et l'autre, c'était notre oligarque suisse local, Christoph Blocher. C'est l'un des anciens dirigeants de notre parti de droite, l'Union démocratique du centre. Aujourd'hui, il est plus ou moins retiré de la politique. C'est probablement son dernier grand engagement politique, parce qu'il s'est bien sûr déclaré publiquement comme l'un des grands soutiens de l'initiative, y compris financièrement. Donc, on lui a beaucoup attribué cette initiative. Et c'est une figure très clivante, qui divise vraiment beaucoup la Suisse. Les gens de l'Union démocratique du centre l'adorent, et ses opposants le détestent profondément.

Je veux dire, on le voit un peu comme Berlusconi est perçu en Italie, ou comme Marine Le Pen est perçue aujourd'hui en France, n'est-ce pas ? Ce genre de figure de droite. Mais encore une fois, pour moi et pour d'autres collègues à gauche de l'échiquier politique, peu importait qu'il fasse partie des soutiens. En fait, nous l'en remercions, parce que nous avons estimé que cette initiative était importante en elle-même. L'opposition, bien sûr, a dit que, puisque cela venait de quelqu'un de ce genre, il fallait s'y opposer. C'est une manière de penser que je ne peux absolument pas soutenir. Ce n'est pas parce que quelqu'un a dit, par le passé, des choses avec lesquelles vous n'êtes pas d'accord que ce qu'il dit aujourd'hui est forcément faux.

Mais nous vivons actuellement, partout en Europe, dans un environnement politique tellement polarisé que la personnalisation de la politique revient sans cesse. Et donc, il y avait lui. Et l'autre, c'était vraiment Vladimir Poutine. Il y avait énormément, mais alors énormément de mèmes sur Internet — enfin, pas seulement des mèmes, sur Twitter et dans toute la blogosphère — montrant Vladimir Poutine dans les Alpes suisses. D'une main, il tend une colombe à une jeune Suisse. Et de l'autre, derrière son dos, il tient un couteau. Des images vraiment assez incroyables. Évidemment, tout cela est aussi rendu possible par le fait que l'intelligence artificielle peut désormais créer ce genre d'images très réalistes. Et cela rend les choses bien plus intéressantes, parce que les gens peuvent exprimer leurs idées sous ces formes polémiques, avec des images polémiques.

Et il y en avait énormément. Et ça faisait aussi partie intégrante de la manière dont les grands journaux présentaient cette initiative, comme si elle ne faisait en réalité qu'aider Vladimir Poutine. Et les médias, les médias traditionnels, ont très massivement soutenu le comité du non, vous voyez, et ont combattu cette initiative avec une virulence qui m'a vraiment surpris. Parce que, au moins sur ce point-là, je m'attendais à de vrais débats entre les partisans du oui et ceux du non sur l'ensemble de cette initiative. Mais rien de tout cela n'a eu lieu. Dans les médias publics, les voix favorables au oui étaient vraiment très rares.

Il y en avait quelques-uns. De temps en temps, ils obtenaient un encadré, une page, voire deux, dans l'un des grands journaux. Mais le rapport est d'environ un pour dix. Pour chaque article

favorable à l'initiative, il y en avait neuf ou dix qui étaient très, très négatifs. Et qui reprenaient ces accusations, affirmant que l'initiative ne ferait qu'aider Vladimir Poutine. Ce qui est intéressant, bien sûr, c'est que nous n'avons pas réussi à orienter le débat vers une discussion plus générale. Enfin, au-delà de Vladimir Poutine, qu'en est-il ?

Et l'autre, alors ? Moi, dans mon approche un peu naïve, je pensais que la guerre contre l'Iran, l'attaque non provoquée des États-Unis et d'Israël contre l'Iran, nous aiderait énormément. Parce que ce serait une démonstration impossible à ignorer : ce ne sont pas seulement les Russes qui envahissent d'autres pays. Les États-Unis le font tout le temps, constamment en coordination avec leurs alliés, et vraiment sans aucune bonne raison. Et le Venezuela aussi, n'est-ce pas ? Je pensais que les cas du Venezuela, puis de l'Iran, cette année, nous aideraient énormément, parce qu'on ne pouvait pas les ignorer. Eh bien, je me trompais. C'était tout à fait possible de les ignorer. Il était impossible de forcer l'autre camp à discuter de cette question : bon, qu'est-ce qu'on fait des Américains ?

Que faisons-nous à propos d'Israël ? Que faisons-nous face à l'invasion du Venezuela ? Écoutez, beaucoup d'États agissent illégalement, et nous ne sanctionnons pas les États-Unis, ni les Suisses. Nous ne sanctionnons pas Israël, pas du tout. Nous n'avons même pas menacé les États-Unis de quelque conséquence que ce soit pour l'enlèvement de Monsieur Maduro. Et aucune conséquence n'a même été évoquée pour l'invasion de l'Iran, dans ces cas-là. Vous savez, le comité qui s'est battu contre l'initiative a tout simplement ignoré cela. Ils n'en ont tout simplement pas parlé. Ils répétaient sans cesse : « Oui, bon, mais en fait, vous voulez juste soutenir la Russie. Vous adorez la Russie. » Ils ont immédiatement réussi à revenir là-dessus. Tout le reste pouvait être complètement ignoré.

Quand, de temps en temps, j'avais une discussion avec quelqu'un du camp du non, ils allaient parfois jusqu'à dire : « Oui, d'accord, mais regardez, l'Iran n'a rien à voir avec l'Ukraine, n'est-ce pas ? Parce que c'est un régime tellement terrible, avec les mollahs, et les milliers de morts en janvier, vous savez... Ce n'est pas parce qu'on ne sanctionne pas les États-Unis ou Israël qu'on ne devrait pas sanctionner d'autres États criminels », n'est-ce pas ? Parce que, assez curieusement, beaucoup de Suisses sont effectivement d'accord pour dire que les États-Unis agissent de manière criminelle et illégale. Ils n'aiment pas Donald Trump, parce qu'ils pensent que Trump est lui-même une sorte de dictateur.

Mais ils n'iraient pas jusqu'à dire que c'est une raison pour laquelle nous devrions essayer de traiter tous ces États, tous ces États qui violent le droit international, de la même manière. Non, non, au contraire. En réalité, l'argument, c'est que ce n'est pas parce que nous ne le faisons pas là-bas que nous ne devrions pas le faire avec les autres, là où nous le pouvons, où nous le devrions, où nous le devons, et où nous avons l'obligation morale et juridique de le faire. Alors qu'il n'existe aucune obligation juridique, il n'y a pas non plus d'obligation morale. La seule obligation de l'État, c'est de veiller sur ses propres citoyens.

Mais bon, c'est ainsi que le débat s'est déroulé. Donc, toute la guerre en Iran, toute la situation, le chaos sur les marchés pétroliers internationaux, et ainsi de suite, n'ont pas réussi à s'imposer. Ils n'ont pas vraiment permis d'ouvrir le débat au-delà de la question russe et de la manière dont les Suisses devraient gérer leurs relations avec les Russes. Et c'est pourquoi ce référendum doit aussi, à mon sens, être interprété comme un référendum sur la politique suisse à l'égard de la Russie. Et c'est, bien sûr, un oui retentissant à cette politique vis-à-vis de la Russie. C'est ce dont je parlais au début, n'est-ce pas ? Cela correspond à ce que nous observons aussi dans d'autres pays européens.

Et nous ne devrions pas surinterpréter la victoire des partis conservateurs de droite, qu'il s'agisse de l'AfD en Allemagne ou, peut-être, vous savez, à l'avenir, du parti de Marine Le Pen en France, ou encore du parti de Meloni en Italie, n'est-ce pas ? Nous ne devrions pas interpréter leurs victoires comme signifiant qu'une grande partie de leur électorat souhaite réellement une relation plus pacifique avec la Russie. Une bonne partie le souhaite, ne vous méprenez pas. Et je pense que, là encore, l'exemple suisse montre qu'environ trente pour cent de la population le veulent. Mais, pour l'instant du moins, il me semble que cela s'arrête là. Et au-delà de ces trente pour cent, si l'on monte à quarante, quarante-cinq, voire cinquante pour cent, ce sont des gens qui votent pour ces partis pour d'autres raisons.

Et c'est aussi l'une des raisons pour lesquelles, au sein de ces partis, on trouve encore des gens qui reprennent une rhétorique favorable à la guerre, n'est-ce pas ? C'est aussi pour cela que des personnes comme Meloni peuvent se permettre de faire un virage à cent quatre-vingts degrés sur la question russe. Elle est arrivée au pouvoir il y a quoi, deux ou trois ans, avec un message de paix très clair : nous devons faire la paix avec la Russie. Et elle a complètement changé de position. La Commission européenne l'a en réalité très vite fait changer d'avis. Et cela n'a pas eu de conséquences fatales, ni pour sa propre carrière politique, ni pour son parti. Parce qu'il y a un bon nombre de personnes, même au sein de ces partis, qui soutiennent largement la dynamique générale en faveur de la guerre. Et aujourd'hui, bien sûr, c'est extrêmement préoccupant.

C'est un problème, parce qu'en ce moment, en Europe, les voix qui disent qu'il ne faut pas faire la guerre à la Russie semblent n'avoir d'autre espace que ces milieux de droite. Je dois dire qu'il y a aussi des personnalités de gauche, comme Mélenchon en France. Il y a également le parti BSW en Allemagne. Eux aussi sont opposés à une guerre avec la Russie, mais ils ont tendance à être encore plus petits. Donc, de manière générale, ce que l'on observe aujourd'hui en Europe, c'est que la partie de la population favorable à un changement de cap dans la politique étrangère envers la Russie reste minoritaire. Et cette minorité est en plus très divisée, entre au moins deux camps politiques, voire davantage. Par conséquent, à l'heure actuelle, elle ne parvient pas vraiment à faire entendre ses préférences politiques.

Et l'espoir, je pense, c'est que la situation est en train de s'inverser. Il ne faut jamais perdre espoir. Mais si ça change, ça ne change que lentement. Pour le moment, cette attitude de politique étrangère favorable aux sanctions — de nouveaux paquets de sanctions, le vingt-et-unième, le vingt-

deuxième au niveau de l'Union européenne, davantage d'armes pour l'Ukraine, « nous sommes aux côtés de l'Ukraine, quoi qu'il en coûte » — eh bien, je dirais, à en juger par le vote suisse et par ce que nous observons dans le comportement électoral d'autres pays européens, qu'elle recueille en réalité entre soixante et soixante-dix pour cent de soutien, malheureusement. Et ce dont nous sommes témoins aujourd'hui, surtout ces deux derniers mois, c'est cette tendance très, très préoccupante : ces soixante à soixante-dix pour cent de personnes sont apparemment maintenant poussées à soutenir des politiques plus agressives, et sont aussi montées en épingle dans une véritable frénésie anxieuse.

Les drones, les drones sont partout en Europe. Et il y a ces accusations constantes de guerre hybride russe, ce que je trouve très, très suspect. Bien sûr, je ne peux pas exclure que la Russie essaie, d'une manière ou d'une autre, d'envoyer un signal avec des drones. Mais cela me paraît très peu probable. Il est très peu probable que la Russie envoie simplement des drones au hasard au-dessus d'aéroports européens choisis au hasard, juste pour effrayer les Européens. Parce que quel en serait l'effet ? Cela ne ferait que créer de l'anxiété. Cela produit exactement l'effet inverse, n'est-ce pas ? Cela pousse la population européenne à soutenir des politiques encore plus agressives envers les Russes, et à se préparer à une guerre avec la Russie.

Je veux dire, le récit qui domine actuellement en Europe, selon lequel les Russes s'apprêtent à attaquer, qu'ils arrivent et qu'ils vont s'en prendre aux capitales européennes, est énorme. Il y a en ce moment toute une psychose de guerre. Et cela vise, cela attise les soixante à soixante-dix pour cent de personnes qui, globalement, soutiennent encore l'approche européenne vis-à-vis de la Russie. Et cela, en soi, est évidemment encore plus dangereux. Parce que si, eh bien, s'ils réussissent à obtenir un accord général selon lequel, oui, la guerre est nécessaire, alors il ne manque plus qu'une attaque sous faux drapeau.

Il suffit d'un prétexte pour que l'Allemagne, la France ou la Pologne commencent à envoyer des missiles depuis leur propre territoire vers la Russie. La Russie réagirait alors en tirant des missiles sur leurs territoires. Et nous aurions de nouveau une guerre européenne généralisée. C'est donc extrêmement dangereux. Mais cela joue sur la perception des soixante à soixante-dix pour cent de personnes qui, globalement, pensent que la trajectoire actuelle et l'opposition européenne à la Russie sont le bon choix. Au sein de ce groupe, bien sûr, il y a différentes catégories. Il y a les irréductibles qui détestent la Russie, les russophobes, qui prendraient un fusil dès demain pour aller combattre les Russes et tuer des Russes à l'Est.

Il y en a, oui. Je ne peux pas vous dire exactement combien. Je ne pense pas qu'ils constituent un groupe important au sein de cet ensemble, mais ils sont là. Et puis, il y a aussi une couche importante de gens qui pensent simplement, en gros : « Non, non, il faut donner une leçon à la Russie. Nous devons défendre le droit international, la communauté internationale, l'ordre fondé sur des règles », et bla bla bla. Tout le discours qu'on entend dans les médias grand public. Et ce n'est pas une proportion si faible que ça. Enfin, dernière observation, là aussi à partir du cas suisse : seulement quarante-sept pour cent des gens ont pris la peine d'aller voter.

Donc, tout ce dont j'ai parlé ici, avec la répartition trente-soixante-dix et, vous savez, au sein de ces soixante-dix pour cent, des sous-répartitions, tout cela repose en réalité sur les préférences politiques de ceux qui ont pris la peine d'aller voter. Alors, est-ce que ça améliore les choses, ou est-ce que ça les aggrave ? Est-ce que cela veut dire qu'il existe une majorité silencieuse qui s'oppose à tout cela ? Et c'est aussi quelque chose de dangereux pour nous, qui nous opposons en quelque sorte à cette politique belliciste : nous risquons de surestimer les préférences politiques des gens qui ne votent pas, n'est-ce pas ? Et d'affirmer ensuite que, globalement, la majorité silencieuse est contre la guerre en Ukraine.

Eh bien, le cas suisse montre simplement qu'il y avait une question concrète. Vous n'aviez pas seulement le droit de vote, vous en entendiez aussi parler partout dans les médias. Il était difficile de ne pas être au courant de ce référendum, parce que les deux camps, celui du oui et celui du non, ont utilisé des millions de dollars américains, notamment pour payer des affiches. Du côté du oui surtout, parce que notre oligarque local soutenait très fortement cette initiative, il y a eu entre trois et quatre millions de francs suisses, soit quatre à cinq millions de dollars américains, dépensés pour mettre énormément d'affiches dans toutes les gares de Suisse.

Donc, n'importe qui — pas seulement dans les gares, mais aussi au bord des routes, et ainsi de suite — n'importe qui qui sortait de chez lui et faisait ne serait-ce que quelques kilomètres finissait par voir l'une de ces affiches. Il est donc difficile de soutenir que les gens ne savaient pas qu'un tel référendum allait avoir lieu. En plus, chaque citoyen reçoit évidemment une lettre à son domicile pour l'en informer : « Voilà, ce référendum arrive. Voici votre bulletin de vote, ainsi que les arguments, et ainsi de suite. » Je veux dire, ce type d'information vous est servi sur un plateau. Et à moins d'avoir vraiment ignoré tout cela, tout votre courrier, et tout ce qui se passait dehors, à moins d'avoir vécu dans une grotte, vous saviez que ce référendum approchait.

Et bien sûr, comme je l'ai dit, on en parlait aussi dans les médias généralistes. Cela veut simplement dire que plus de cinquante pour cent des Suisses n'ont pas vraiment jugé... Enfin, soit ils sont passés à côté, pour une raison ou une autre. Soit ce n'était pas assez important pour remettre leur bulletin de vote. Et vous savez, on peut le faire soit en allant directement, le dimanche, à l'urne et en y déposant son bulletin, soit, disons, jusqu'à deux jours avant, en faisant son choix, en le mettant dans une enveloppe et en l'envoyant au registre local, à sa commune. Ensuite, il est compté plus tard. Il est déposé dans l'urne à votre place.

Et ce système fonctionne vraiment très, très bien, de manière fiable. Je veux dire, il n'y a aucune raison de penser qu'il y ait quoi que ce soit de douteux dans ce système. Mais ce que je veux souligner, c'est qu'il est vraiment très, très facile de voter. Les obstacles au vote sont très faibles. Et si les gens ne votent pas, cela signifie simplement qu'en général, ce sujet ne les intéresse pas beaucoup. On le constate souvent, d'ailleurs. Cinquante pour cent d'abstention, c'est plus ou moins la moyenne suisse. Donc, seulement environ cinquante pour cent des électeurs inscrits font entendre leur opinion lors de ces votations.

Bien sûr, il y a toujours des gens fatalistes, qui pensent de toute façon que leur vote ne compte pas. Mais, en règle générale, on peut supposer que les cinquante pour cent qui ne votent pas sont simplement satisfaits de la manière dont les choses se passent. Ils suivent le mouvement, n'est-ce pas ? Rien ne les motive vraiment à accomplir ce petit geste qu'est le vote. Donc, cela leur convient. Il faut donc partir du principe que les trente pour cent des cinquante pour cent qui ont dit oui représentent, globalement, le type de personnes qui se préoccupent suffisamment de l'évolution de l'intégration de la Suisse dans l'OTAN, dans l'Union européenne, et de la position de la Suisse vis-à-vis de la Russie, surtout vis-à-vis de la Russie. C'est cette partie de la population.

Et les autres, ce n'est pas qu'ils soutenaient automatiquement le non. C'est simplement qu'ils ne se sentent pas assez concernés pour choisir dans un sens ou dans l'autre. En gros, ils confient ce pouvoir de décision à ceux qui prennent la peine de voter. Pour moi, cela montre que l'inertie du système est aussi très forte en Suisse, mais également dans d'autres pays européens. Le nombre de personnes qui, sans doute, s'accommodent de la situation, suivent le mouvement, mènent leur vie, restent à l'écart de la politique et continuent à se débattre comme elles le font, est assez important. Cela ne fait donc que renforcer mon inquiétude, mon constat : globalement, le nombre de personnes en Europe qui souhaitent un renouveau de la politique étrangère européenne vis-à-vis de la Russie n'est pas aussi élevé que nous le voudrions.

Peut-être que, sur les quelque trente pour cent... Je veux dire, on peut supposer que, parmi les cinquante pour cent qui n'ont pas voté, on aurait aussi trouvé environ trente pour cent de personnes qui auraient probablement soutenu cela, n'est-ce pas ? Donc, une partie de l'abstention relève de l'inertie. Et pour une autre partie, il est raisonnable de penser que, même dans ce groupe, la répartition aurait été plus ou moins similaire. Même si, bien sûr, les écarts de soutien auraient pu être plus importants, entre le oui et le non. Mais, de manière générale, nous sommes quelque part... et je dirais que cela vaut aussi aujourd'hui pour beaucoup de pays européens... autour d'un rapport de trente à soixante-dix, sur le continent, entre ceux qui veulent renouer leur relation avec la Russie et ceux qui ne le veulent pas, et qui estiment que la ligne actuelle est la bonne.

Oui, ce n'est pas une conclusion très réjouissante, et j'aimerais avoir de meilleures choses à vous annoncer. Mais la réalité ne se soucie pas de nos sentiments. C'est comme ça. J'ai aussi passé presque une heure à en parler avec vous. J'espère vraiment que cela vous sera utile, ne serait-ce que pour mieux comprendre où nous en sommes dans cette Europe de deux mille vingt-six à deux mille vingt-sept, et à quel point la situation est réellement dangereuse. Parce qu'il y a encore soixante à soixante-dix pour cent des gens qui acceptent, dans l'ensemble, de continuer à provoquer les Russes. Peut-être que je me trompe. Peut-être que le cas suisse n'est pas représentatif d'une grande partie des pays européens.

Et très probablement, cette répartition de trente à soixante-dix changerait. Elle serait différente en Roumanie et en Bulgarie. Mais comme l'écart avec cinquante est relativement important, il faut simplement partir du principe qu'au moins la moitié de la population, voire davantage, est globalement d'accord avec ça. Et c'est sur cela que l'élite européenne s'appuie. C'est le type de

soutien — ou d'absence d'opposition — à la politique étrangère dont se servent von der Leyen, Kaja Kallas, Friedrich Merz, Macron, et ainsi de suite. Ils peuvent l'utiliser, jouer avec, et faire passer le message que, vous savez, une guerre avec la Russie pourrait arriver, et tout le reste.

Même si Macron et Merz sont à des niveaux historiquement bas, leur cote d'approbation est aussi historiquement basse pour d'autres raisons. Nous ne devons pas surestimer à quel point cette russophobie reste profondément ancrée dans la société européenne, dans son ensemble. L'opposition à Merz, Macron, Burnham, et ainsi de suite, ne vient pas nécessairement d'un désaccord avec leur politique étrangère. C'est, je pense, ce que je veux dire. Je pense que c'est une erreur de tout ramener, ou de ramener toutes les préférences politiques, à la seule politique étrangère. La politique nationale et locale est tout aussi importante. La politique sociale l'est tout autant.

Et, globalement, nous sommes encore, partout en Europe, dans un moment très dangereux. Parce que ceci, ce que je considère comme une psychose collective — et je reparlerai prochainement de cela avec Matthias Desmet — cette psychose collective, ce sentiment chez de nombreux Européens qu'ils sont menacés, qu'une guerre avec la Russie est probable, voire inévitable... ce type de pensée est actuellement inculqué à la population. Et cela s'appuie sur un bon nombre de personnes déjà conditionnées à considérer les Russes comme des ennemis. Et comment sortir de cela ? Comment changer cette situation ? Comment parvenir à ce qu'une majorité de gens considère de nouveau la Russie comme un pays ami, un pays avec lequel nous pouvons travailler, même si nous ne sommes pas d'accord avec sa politique intérieure ou d'autres choses de ce genre ?

Je ne sais pas. Je ne sais pas. C'est juste que, politiquement parlant, nous sommes encore en eaux très dangereuses. Nous sommes dans une situation très dangereuse. Personnellement, je regrette que les Suisses aient rejeté cela, que nous, les Suisses, ayons rejeté ce référendum. Parce que je pense que cela aurait pu nous aider à éviter le pire qui pourrait encore arriver. Bien sûr, j'espère que le pire n'arrivera pas. J'espère qu'il n'y aura pas de guerre générale entre la Russie et l'Europe, entre la Russie et l'OTAN. Mais c'est encore possible. C'est toujours une éventualité. Ça me fait peur. Ça me terrifie. Et ça devrait terrifier bien plus de gens. Malheureusement, ce n'est pas le cas. Mais encore une fois, la réalité se moque de nos sentiments. Sur ce, je vous souhaite une très bonne journée. Merci.